

# Dynamiques de croissance et de population en Afrique sub-saharienne

Agnès Chevallier & Maëlan Le Goff

Après deux décennies de croissance économique trop faible pour permettre une progression des niveaux de vie, les pays d'Afrique sub-saharienne ont connu au cours des années 2000 une hausse très sensible de leur rythme de croissance. Les niveaux de PIB par tête demeurent cependant largement inférieurs à ceux des autres grandes régions en développement et l'impact de la croissance sur la pauvreté y est très faible. L'Afrique sub-saharienne connaît aujourd'hui la croissance démographique la plus forte au monde du fait d'une diminution lente de la fécondité. La population est très jeune et, à l'exception des pays du sud de l'Afrique, la région bénéficiera d'un « dividende démographique » jusqu'en 2050. Cependant, les niveaux d'éducation, bien qu'en nette progression, restent faibles tandis que les inégalités dans l'accès à l'enseignement persistent.

## Sommaire

### 1. Croissance, revenu et pauvreté

- Années 2000 : le retour de la croissance
- Diversité des niveaux de vie et des trajectoires de croissance
- Croissance et pauvreté

### 2. Tendances démographiques

- La croissance démographique la plus forte du monde
- La lente diminution de la fécondité
- Le dividende démographique
- Des niveaux d'éducation faibles mais en nette progression
- Des inégalités selon le sexe et la résidence dans l'accès à l'éducation



## AVERTISSEMENT SUR LES DONNÉES STATISTIQUES

*Les données présentées ici proviennent des bases de données statistiques constituées par les organisations internationales, ONU, FMI, Banque mondiale ainsi que par le CEPII. Elles sont établies sur la base des comptabilités nationales, des enquêtes et des estimations réalisées par ces institutions. La marge d'incertitude est particulièrement importante pour les pays dont les appareils statistiques sont peu développés.*

*Plusieurs pays sont engagés dans d'importantes révisions de leurs comptes nationaux. Au début du mois d'avril 2014, le changement de base de la comptabilité nationale du Nigéria a rehaussé de 89% le PIB du pays pour l'année 2013. Ce n'est pas seulement la taille de l'économie qui est concernée par la révision, mais aussi sa structure puisque ce sont surtout les activités de services qui ont été revues à la hausse. En 2010, la révision comptable avait fait augmenter le PIB ghanéen de 60 %. La révision en cours au Kenya devrait également être substantielle ; elle pourrait faire passer le Kenya dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire et, faisant baisser le ratio dette/PIB, pourrait rendre le pays éligible à de nouveaux emprunts.*

*Par ailleurs, le Programme de Comparaisons Internationales (en anglais ICP) constitué sous l'autorité de la Commission statistique des Nations Unies a publié en avril 2014, pour 199 pays, une nouvelle évaluation des PIB et de leurs principales composantes aux taux de change de parité de pouvoir d'achat (ppa) de l'année 2011. Cette nouvelle base, exploitant de nouvelles enquêtes de prix, modifie de façon importante l'évaluation antérieure (sur la base des ppa 2005) pour les pays dont les niveaux de prix étaient jusque-là mal renseignés. La plupart des pays africains sont dans ce cas. À la date de juillet 2014, la Banque mondiale avait intégré, ces nouvelles évaluations dans sa banque de données World Development Indicators (WDI) pour les années 1990-2012, aux côtés de celles en ppa 2005 qui couvrent les années 1960 à 2013. Les évaluations que nous utilisons sont indiquées chaque fois dans les sources des tableaux ou graphiques.*

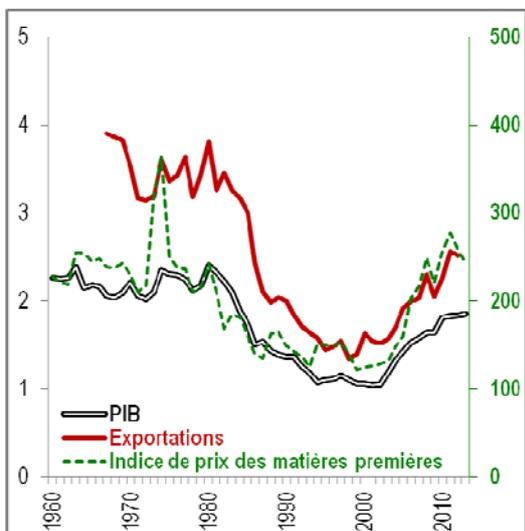
## 1. Croissance, revenu et pauvreté

### Années 2000 : le retour de la croissance

Les années 2000 marquent une nette rupture dans les tendances qui caractérisaient les économies d'Afrique sub-saharienne depuis plusieurs décennies. Dans les années 1970, la hausse des prix des matières premières avait provoqué une forte hausse des recettes d'exportation et avait permis de financer d'importants programmes d'investissement et de dépenses. Cependant, dès la fin de la décennie, les prix des produits de base se sont essouffés, l'endettement a grimpé. La crise de la dette du début des années 1980 et les programmes d'ajustement qui ont suivi ont marqué la fin des progrès généralisés du PIB par tête. Les épisodes de croissance n'ont plus été que de courte durée. Le PIB par habitant a régressé de 16% entre 1975 et 1995.

Après de nombreuses années de stagnation ou de déclin, la part de l'Afrique dans les exportations et le PIB mondiaux a augmenté dans les années 2000 (**graphique 1**). Cette évolution a permis une amélioration du niveau de vie moyen : en 2006, le PIB par tête a retrouvé, à prix constants, le niveau atteint 32 ans auparavant ! Il a depuis progressé de 15% (**graphique 2**).

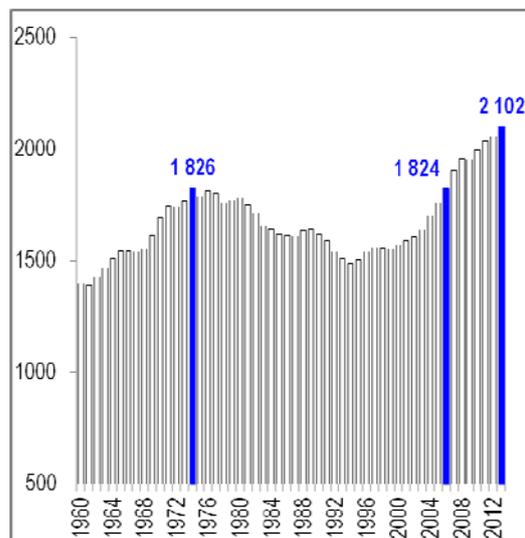
**Graphique 1**  
Part de l'Afrique sub-saharienne dans la production et les exportations mondiales, et évolution du prix des matières premières (1960-2013, %)



Note : L'indice des prix est rattaché à l'échelle de droite.

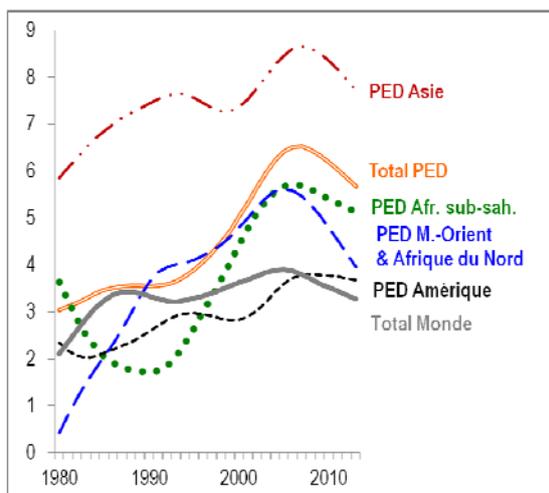
Sources : CEPII, base de données CHELEM-PIB-Commerce international et CNUCED.

**Graphique 2**  
PIB par habitant de l'Afrique sub-saharienne (1960-2013, en \$PPA et prix 2005)



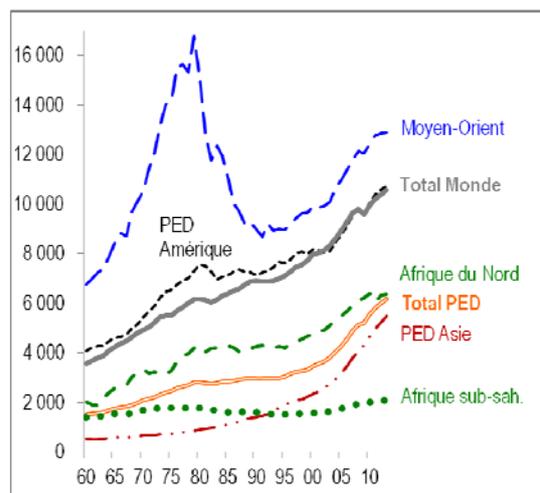
Source : CEPII, base de données CHELEM-PIB.

**Graphique 3**  
Croissance tendancielle du PIB dans les grandes régions en développement (1980-2013, en moyenne annuelle, %)



Note : Filtre de Hodrick-Prescott appliqué avec un paramètre de lissage de 100.  
Source : FMI, base WEO (World Economic Outlook).

**Graphique 4**  
PIB par tête dans les grandes régions en développement en PPA, USD 2005 (1960-2013)



Source : CEPII, base de données CHELEM-PIB.

A partir du milieu des années 1990, la croissance s'est, en tendance, sensiblement rapprochée de celle de l'ensemble des pays en développement (**graphique 3**). En moyenne, sur les années 2000 à 2012, elle dépasse celle de l'Amérique latine et celle des pays en développement de l'ensemble « Moyen-Orient & Afrique du Nord » (**tableau 1.A**).

Alors que sur les vingt années précédentes, le recul du PIB par tête était en moyenne de 0,7-0,8% par an, depuis 2000, la croissance du PIB par tête a été en moyenne proche de 2%, soit un rythme identique à celui observé en moyenne en Amérique latine (**tableau 1.B**). Mais rappelons que le niveau de revenu par tête (en parité de pouvoir d'achat de 2005) est 5 fois plus élevé en Amérique latine qu'en Afrique sub-saharienne (**graphique 4**). Ce rythme de croissance est donc loin de signifier l'entrée de l'Afrique sub-saharienne dans un processus de convergence du niveau de revenu par tête vers ceux des régions plus développées.

**Tableau 1**  
**Croissance du PIB et du PIB par habitant des régions en développement**  
(%, annuel moyen)

|                                | A. PIB                   |         |         |
|--------------------------------|--------------------------|---------|---------|
|                                | 1980-89                  | 1990-99 | 2000-12 |
| Asie de l'Est & Pacifique      | 7.7                      | 8.1     | 8.8     |
| Asie du Sud                    | 5.6                      | 5.5     | 6.6     |
| Afrique sub-saharienne         | 2.1                      | 2.0     | 4.7     |
| Afrique du Nord & Moyen-Orient | 1.9                      | 3.9     | 4.2     |
| Amérique latine                | 2.0                      | 2.7     | 3.3     |
|                                | B. Revenu (PIB par tête) |         |         |
|                                | 1980-89                  | 1990-99 | 2000-12 |
| Asie de l'Est & Pacifique      | 5.9                      | 6.7     | 7.9     |
| Asie du Sud                    | 3.2                      | 3.3     | 5.0     |
| Afrique sub-saharienne         | -0.8                     | -0.7    | 1.9     |
| Afrique du Nord & Moyen-Orient | -1.1                     | 1.7     | 2.5     |
| Amérique latine                | -0.1                     | 1.0     | 2.0     |

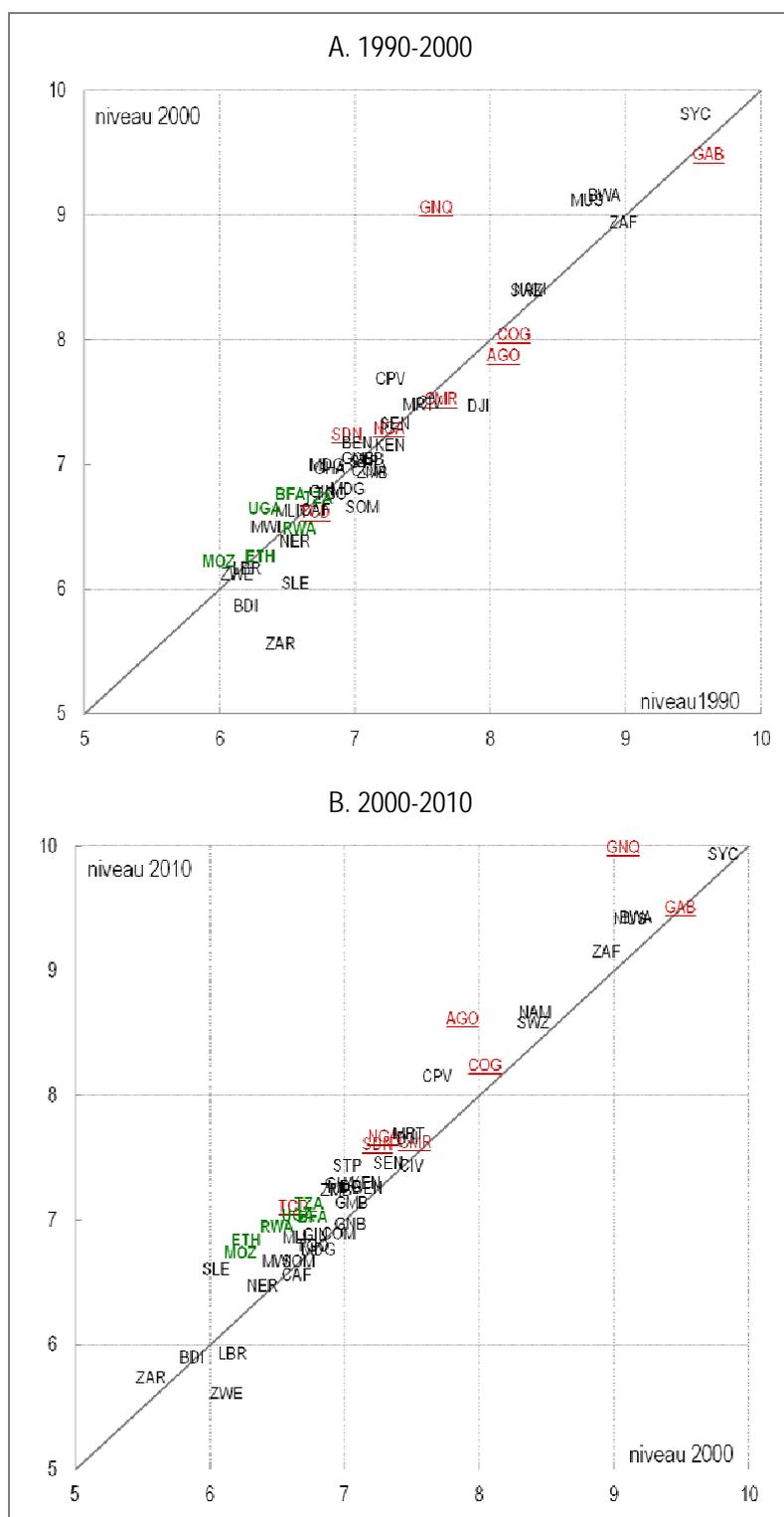
Note: Les régions sont classées selon la croissance de leur PIB sur la période 2000-2012.

Source : Banque mondiale, base WDI (World Development Indicators).

L'amélioration de la croissance au cours des années 2000 a la particularité d'avoir concerné la plupart des pays africains : c'est la première fois qu'il y a une hausse du PIB par tête de pratiquement tous les pays. C'est ce que l'on observe sur les **graphiques 5** qui comparent les années 2000-2010 aux années 1990-2000. Sur chacune des deux périodes, les points indiquent où se situent les pays africains en termes de PIB par tête, en début (abscisse) et en fin (ordonnée) de période : les pays au-dessus de la diagonale sont ceux dont le PIB par tête a progressé au cours de la période. Sur les années 1990-2000, comme au cours des décennies précédentes, les pays se situaient de part et d'autre de la diagonale, mais la plupart se situaient en dessous (ils avaient enregistré un recul de leur niveau de vie moyen). Les années 2000-2010 se caractérisent par une dynamique qui, en Afrique comme ailleurs dans le monde, a fait progresser la plupart des pays.

## Graphiques 5

Évolution des PIB par tête des pays africains : comparaison des années 1990 et 2000  
PIB par tête au début et à la fin de chaque décennie



Note : les niveaux de PIB par tête en parité de pouvoir d'achat (USD 2005) sont exprimés en logarithme. Les pays figurent par leur code ISO ; les exportateurs de pétrole sont soulignés et en rouge, les pays dynamiques à revenu faible sont en gras et vert.

Source : CEPII-CHELEM, calculs des auteurs.

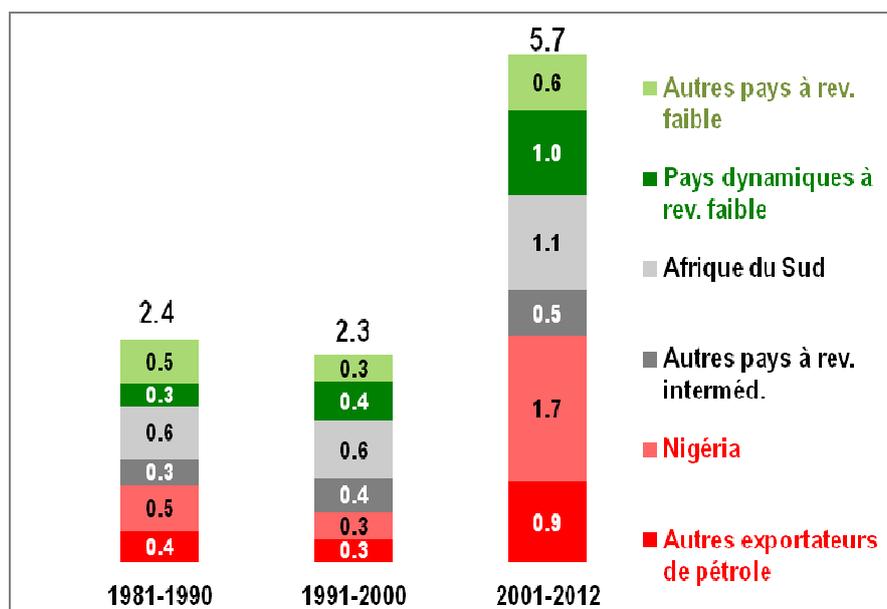
## Diversité des niveaux de vie et des trajectoires de croissance

Les pays d'Afrique sub-saharienne sont très différents par la géographie, la taille de la population, le niveau de revenu... Six pays totalisent plus de 50% de la population. 28 pays, sur une cinquantaine, comptent ensemble 94% de la population (voir **Cartes A et B**).

Parmi les pays sub-sahariens, le FMI distingue notamment sept « Exportateurs de pétrole » (Angola, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Nigéria et Tchad) et six « Pays dynamiques à revenu faible » (Burkina Faso, Éthiopie, Mozambique, Ouganda, Rwanda et Tanzanie). Ces derniers ont enregistré sur la période 1995-2010 une croissance réelle par habitant de plus de 3% par an ; sur la plus grande partie de cette période, ils n'étaient pas producteurs de ressources naturelles même si certains le sont devenus sur la période.

Le Nigéria et les pays dynamiques à revenu faible sont ceux qui ont le plus contribué à l'amélioration de la croissance entre les années 1990 et les années 2000 (**graphique 6**).

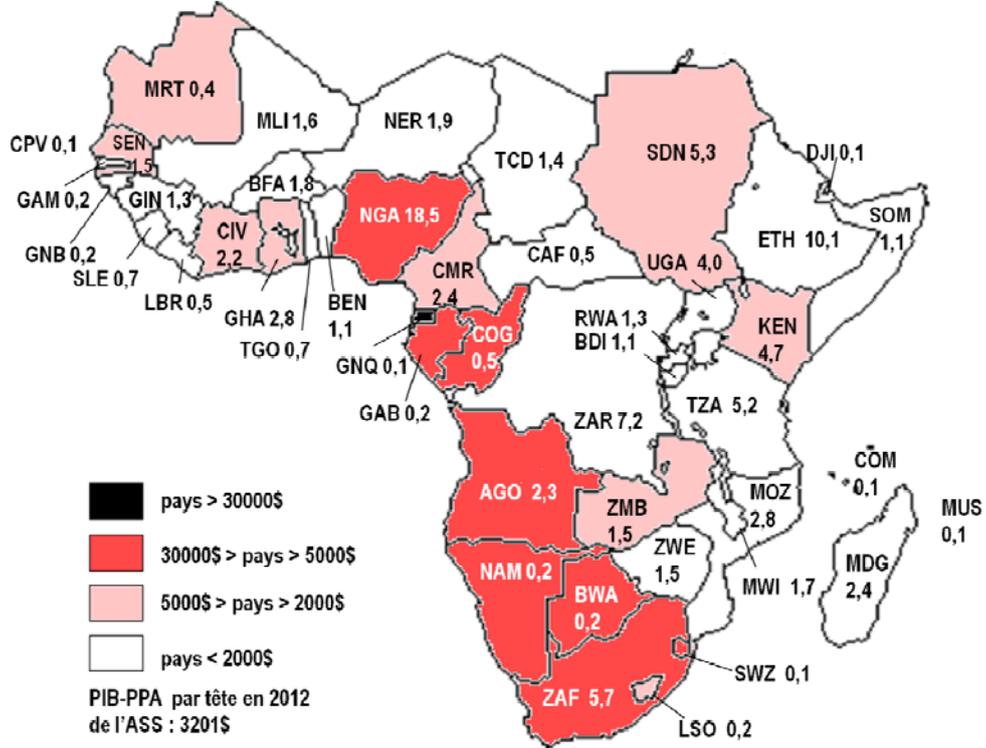
**Graphique 6**  
Contribution des pays à la croissance  
de l'Afrique sub-saharienne  
(en moyennes annuelles)



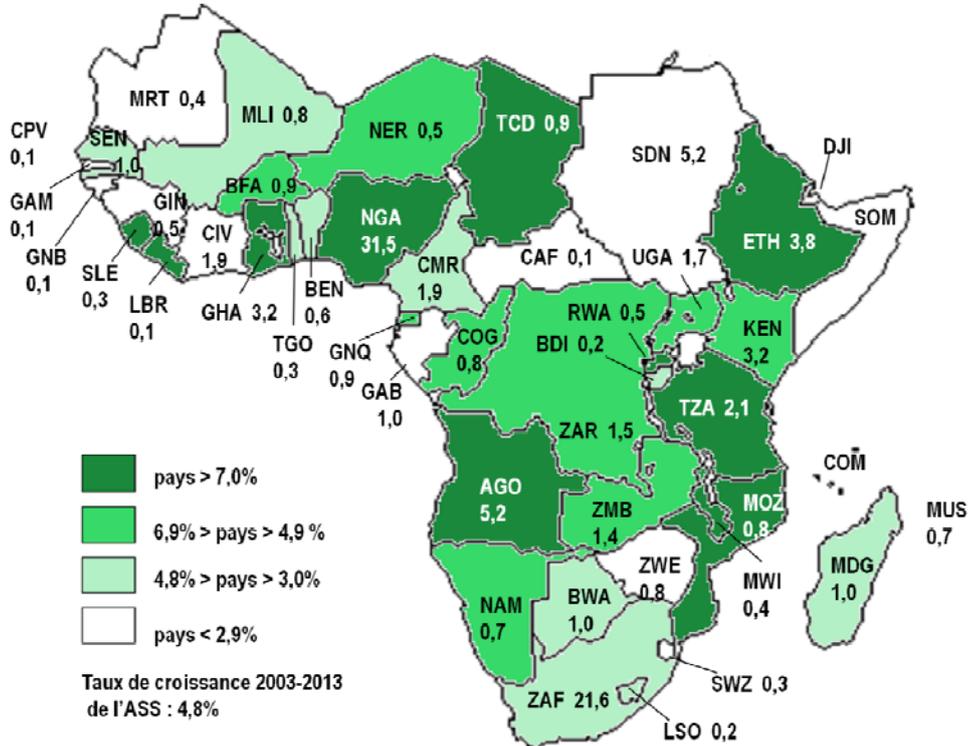
FMI, base WEO, calculs des auteurs.

### Cartes de l'Afrique sub-saharienne (ASS)

A. PIB par tête en PPA (couleurs)  
et part dans la population de l'ASS (chiffres, %) en 2012



B. Taux de croissance du PIB (2003-2013, couleurs)  
et part dans le PIB en PPA de l'ASS (2012, chiffres, %)



Notes : Les PIB-PPA dans la carte A sont issus de la dernière évaluation du Programme de Comparaisons Internationales avec l'année de référence 2011.

Source : Banque mondiale, base WDI.

## Croissance et pauvreté

D'après les estimations réalisées par Fosu (2011), en Afrique sub-saharienne, l'élasticité de la pauvreté par rapport à la croissance (c'est-à-dire la diminution de la pauvreté associée à une hausse de 1% du PIB) est la plus faible au monde. En moyenne sur la décennie 2000, une hausse de 1% du PIB a donné lieu à une baisse de 1,36% du taux de pauvreté ou de l'incidence de la pauvreté (part de la population pauvre<sup>1</sup> dans le total de la population) en Afrique sub-saharienne, contre 2 en Asie du sud, 2,4 dans la région Asie de l'est-Pacifique et plus de 3 dans la région Amérique latine-Caraïbes (Fosu, 2011).

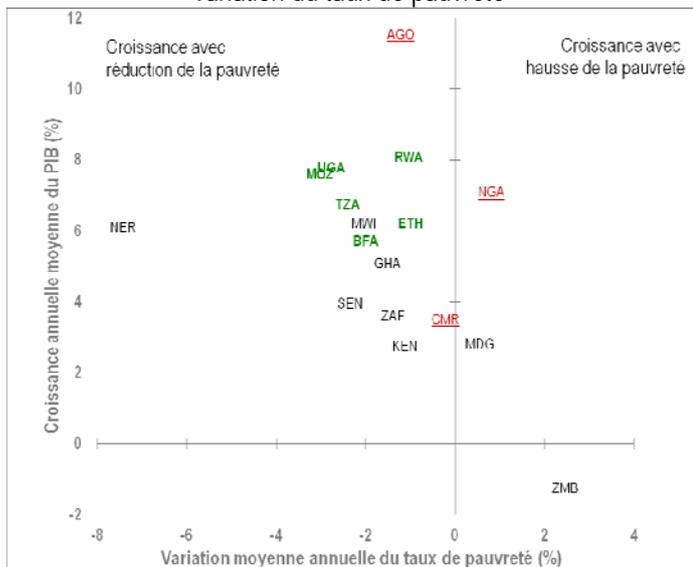
Le rapport 2012 sur les Objectifs du millénaire du développement (CEA, UA, BAD & PNUD) liste les principales raisons de la faible réactivité de la pauvreté à la croissance : l'importance des inégalités (de revenu, mais aussi d'accès aux services de santé et d'éducation), la faiblesse des infrastructures, les liens limités entre le secteur des matières premières et le reste de l'économie, ou encore le manque d'accès au crédit et à la protection sociale. Comme l'a souligné Easterly (2009), la faible réactivité du taux de pauvreté à la croissance observée en Afrique sub-saharienne provient également du faible niveau du PIB par tête moyen : pour deux pays connaissant un taux de croissance du PIB par tête équivalent, celui qui a le PIB par tête initial le plus élevé profiterait mécaniquement d'une réduction plus forte du taux de pauvreté.

Les graphiques ci-dessous révèlent que même si la croissance a souvent permis de réduire les taux de pauvreté durant les années 2000, dans de nombreux pays (**graphique 7.A**), elle n'est pas parvenue à faire diminuer le nombre de pauvres (**graphique 7.B**). Cela signifie que, dans ces pays, le nombre de pauvres a augmenté mais moins que la population totale (d'où une baisse du taux de pauvreté). Parmi les pays à faible revenu, seuls le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Niger, le Mozambique, l'Ouganda et la Tanzanie ont connu une baisse du nombre de pauvres.

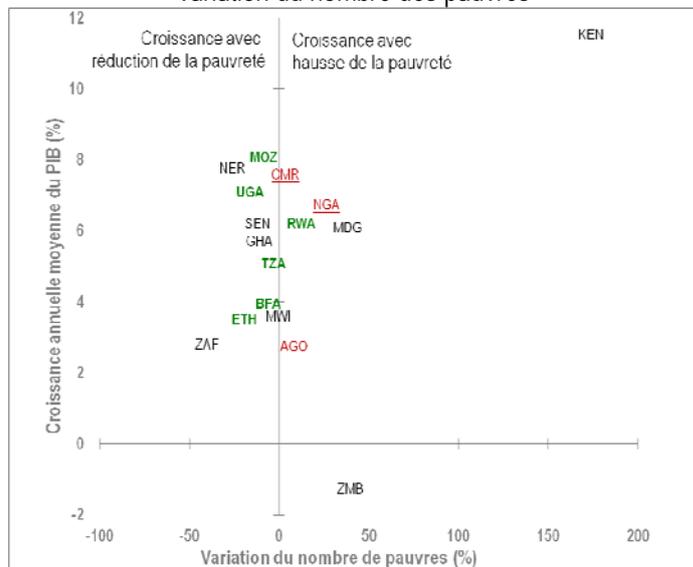
### Graphiques 7

#### Croissance et pauvreté en Afrique sub-saharienne (1997-2011)\*

A. Taux de croissance moyen du PIB et variation du taux de pauvreté



B. Taux de croissance moyen du PIB et variation du nombre des pauvres



\* Étant donné la faible disponibilité des données sur la pauvreté, nous avons considéré pour chaque pays la période la plus longue entre deux données de pauvreté disponibles sur cette période et calculé la variation de la pauvreté entre ces deux dates. Exportateurs de pétrole sont soulignés et en rouge, Pays dynamiques à revenu faible sont en gras et vert.

Sources: POVCALNET et FMI, base WEO, calculs des auteurs.

<sup>1</sup> Le seuil de pauvreté absolue défini par la Banque mondiale est de 1,25 dollars US par jour.

## 2. Tendances démographiques en Afrique sub-saharienne

### La croissance démographique la plus forte au monde

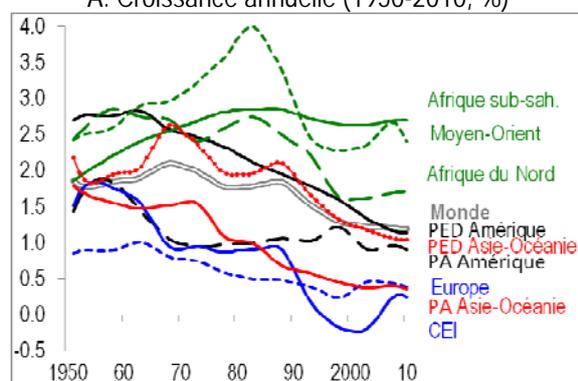
Les pays africains, comme ceux du Moyen-Orient, ont connu une croissance démographique constamment supérieure à la moyenne mondiale depuis plus de soixante ans, alors que la croissance de la population dans les pays en développement d'Amérique et d'Asie a sensiblement diminué pour se situer désormais légèrement en dessous de la moyenne mondiale (**graphique 8.A**). Les deux régions marquent ainsi une divergence nette en termes de croissance de la population par rapport au reste du monde (**graphique 8.B**). Avec un taux de croissance annuel moyen de 2,7% sur la décennie 2000, cette divergence a été encore plus forte pour l'Afrique sub-saharienne que pour le Moyen-Orient (2,5%) et l'Afrique du Nord (1,7%).

En 2014, la population de l'Afrique sub-saharienne s'élève à 960 millions de personnes et représente 13% de la population mondiale (CEPII, base CHELEM-PIB), un poids équivalent à celui de l'ensemble des pays d'Europe et de la CEI, et nettement en deçà des pays en développement d'Asie (52%). Selon les Nations Unies, elle aura doublé d'ici trente ans et devrait atteindre environ 1,9 milliards d'individus en 2050. Elle représentera à cette date près de 20% de la population mondiale (**graphique 8.C**). Alors que seuls trois pays africains figuraient parmi les vingt pays les plus peuplés du monde en 2010 (le Nigéria, l'Éthiopie et la République Démocratique du Congo), ils devraient être six en 2050 et dix en 2100 (les trois mentionnés devraient notamment être rejoints par le Kenya, l'Ouganda et le Niger).

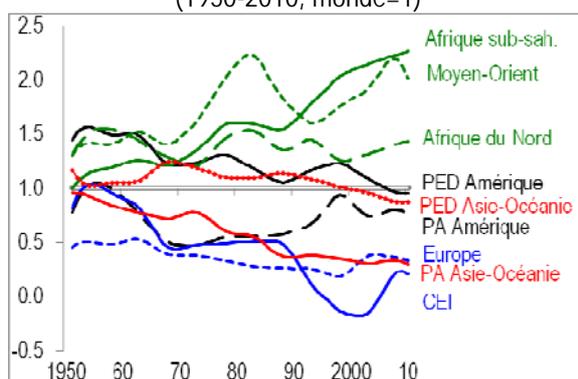
Cette dynamique démographique traduit une amélioration des conditions sanitaires (réduction de la mortalité infanto-juvénile de 45% entre 1990 et 2012) et une transition très lente de la fécondité.

Graphiques 8  
Population mondiale par grande région

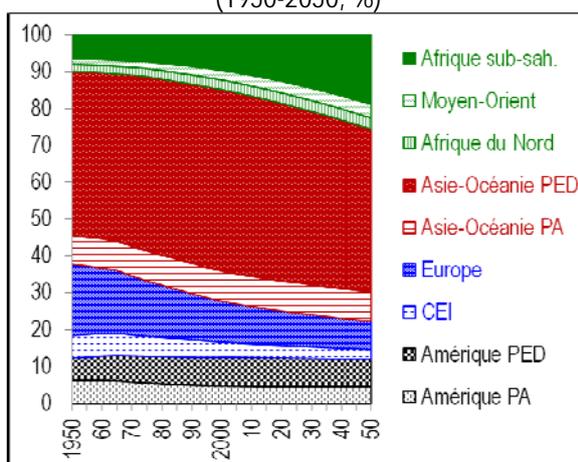
A. Croissance annuelle (1950-2010, %)



B. Croissance annuelle comparée à la moyenne (1950-2010, monde=1)



C. Part relative dans la population mondiale (1950-2050, %)



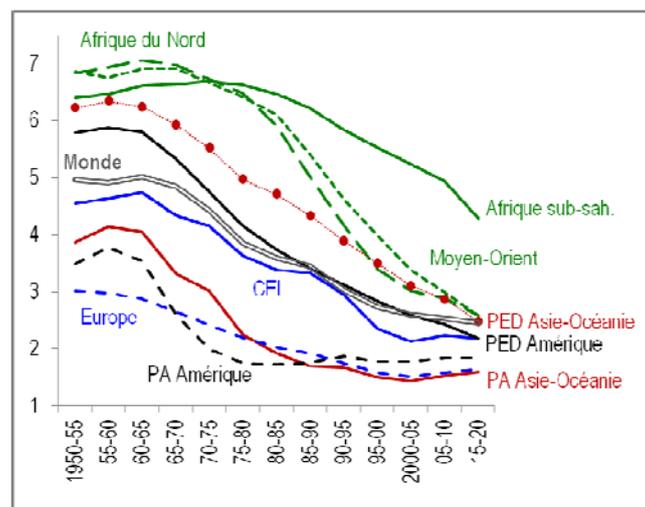
Notes : PA, pays avancés ; PED, pays en développement ; CEI, Communauté des Etats indépendants.

Source : Nations Unies, Perspectives de la population mondiale (scénario moyen), révision 2012.

## La lente diminution de la fécondité

La transition de la fécondité (passage d'une fécondité dite « naturelle » à une fécondité « dirigée ») avait démarré dès le début des années 1960 dans les pays en développement d'Asie-Océanie et d'Amérique (graphique 9). L'Afrique du Nord et le Moyen-Orient ont entamé la leur une décennie plus tard à un rythme plus lent au départ et nettement supérieur à partir des années 1990. La décélération du taux de fécondité en Afrique sub-saharienne fut bien plus tardive. Elle a commencé au début des années 1980 et se poursuit à un rythme remarquablement lent.

Graphique 9  
L'indice synthétique de fécondité des grandes régions du monde  
(nombre d'enfants par femme)



Notes : PA, pays avancés ; PED, pays en développement.

Source : Nations Unies, Perspectives de la population mondiale, révision 2012.

La baisse du taux de fécondité concerne l'ensemble de l'Afrique sub-saharienne<sup>2</sup> mais à des rythmes variables selon les régions. Ainsi, dans le sud de l'Afrique (Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Namibie et Swaziland), l'indice synthétique de fécondité (ISF) a été divisé par deux depuis les années 1980 et s'élève actuellement à 2,5 ; un niveau similaire à ceux observés en Asie ou en Amérique latine. Ailleurs, le ralentissement de la fécondité se poursuit à un rythme très lent, les femmes donnent naissance encore en moyenne à plus de cinq enfants, à l'exception des pays de l'Afrique de l'Est où l'ISF moyen est d'environ 4,9.

Plusieurs hypothèses ont été avancées pour expliquer cette diminution très lente de la fécondité : les niveaux élevés de mortalité infantile ; la structure de la production où le secteur agricole prédomine (les enfants sont alors associés à une valeur productive, voir Caldwell, 1982) ; le faible niveau d'instruction des femmes ; le problème de la couverture des risques et de l'assurance vieillesse (Shapiro & Gebreselassie, 2008) ; ou encore la persistance des régimes de nuptialité traditionnels (entrée en union précoce, polygamie, remariages fréquents après un divorce, etc.)<sup>3</sup>.

<sup>2</sup> Selon les données des Nations Unies, le taux de fécondité diminue dans l'ensemble des pays sub-sahariens mais ce constat est contredit par les enquêtes DHS (*Demographic Health Survey*) d'USAID (*United States Agency for International Development*). Dans ces statistiques, bien qu'une baisse significative de la fécondité a été observée très récemment dans certains pays comme le Bénin, l'Ouganda, le Madagascar, l'Éthiopie et surtout le Rwanda (6,1 en 2005 contre 4,6 en 2010), elle stagne à des niveaux élevés dans la plupart des pays sub-sahariens, et a même augmenté au Niger, au Nigéria et au Mozambique lors de la dernière décennie (voir aussi Bundervoet, 2014).

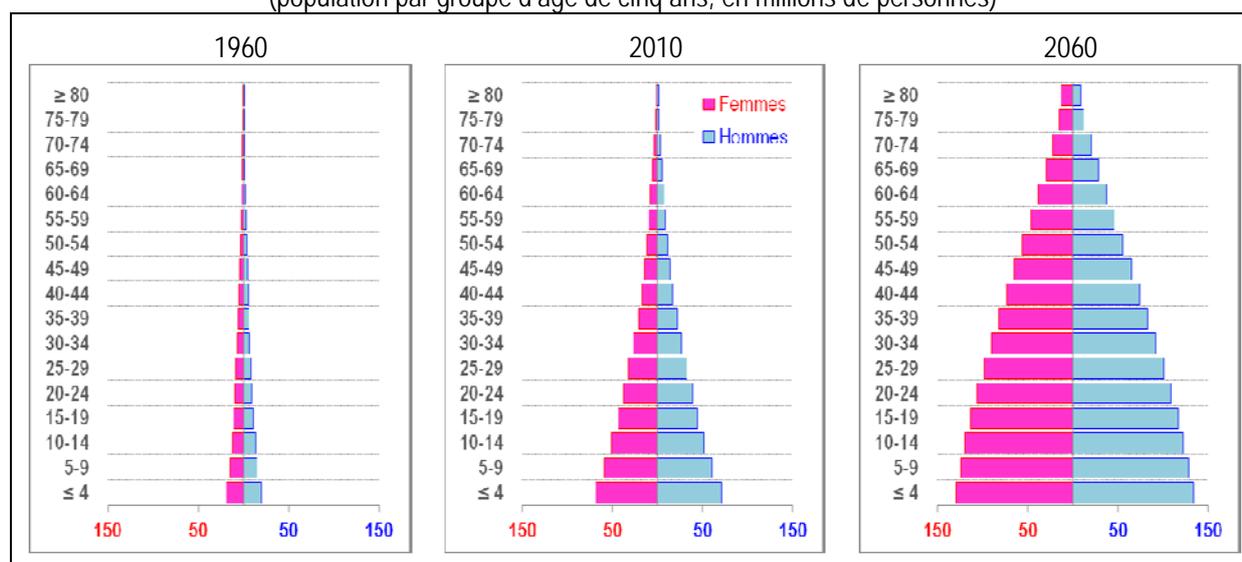
<sup>3</sup> Pour une analyse plus détaillée de l'évolution de la fécondité en Afrique sub-saharienne depuis 1950 et de ses déterminants, voir Tabutin et Schoumaker (2004).

Selon le scénario moyen des Nations Unies, l'indice synthétique de fécondité en Afrique sub-saharienne devrait cependant diminuer de 5 enfants par femme aujourd'hui à 2,7 à l'horizon 2050, ce qui pourrait accroître le dividende démographique de la région.

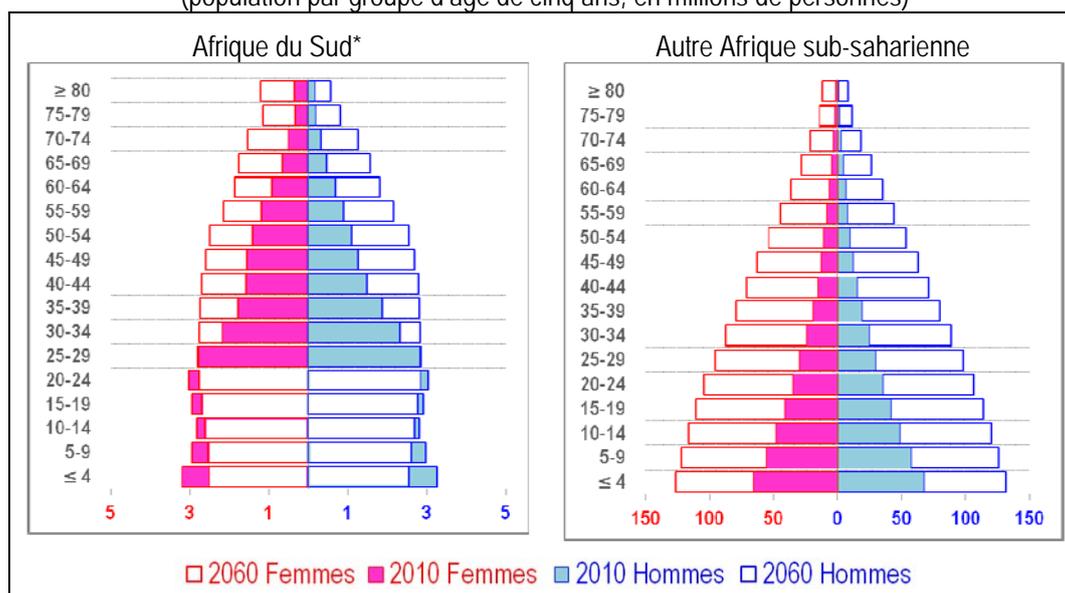
## Le dividende démographique

Toujours aussi jeune, la structure par âge de la population de l'Afrique sub-saharienne a très peu évolué entre 1960 et 2010 (graphiques 10).

**Graphiques 10**  
Pyramide des âges de l'Afrique sub-saharienne  
(population par groupe d'âge de cinq ans, en millions de personnes)



**Graphique 11**  
Pyramide des âges : comparaison Afrique de Sud\* / autre Afrique sub-saharienne  
(population par groupe d'âge de cinq ans, en millions de personnes)



Notes : \*Ensemble 'Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Namibie et Swaziland'.

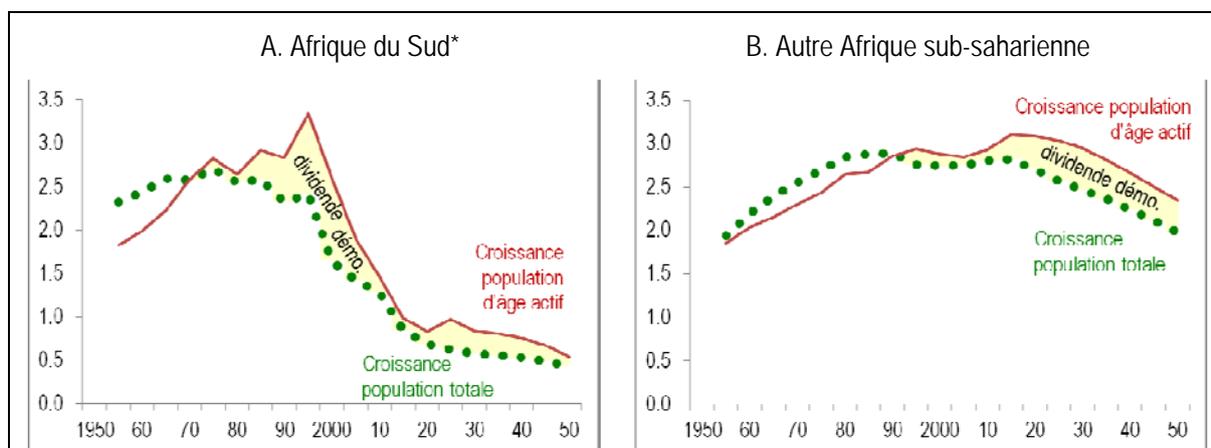
La pyramide de 2060 a été construite à partir du scénario moyen des Nations Unies.

Source : Nations Unies, Perspectives de la population mondiale, révision 2012.

La comparaison régionale des pyramides des âges indique que la région 'Afrique du sud' (ici, ensemble 'Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Namibie et Swaziland') est beaucoup plus avancée dans la transition démographique que les autres régions d'Afrique sub-saharienne (**graphique 12**). Sa population est relativement plus vieille avec la fécondité la plus basse sur le continent. Néanmoins, en raison de l'épidémie du VIH/SIDA, les conditions sanitaires se sont sévèrement dégradées dans cette région depuis la fin des années 1990. Sur la période 2000-2012, la prévalence du VIH/SIDA<sup>4</sup> chez les 15-49 ans a été en moyenne de 21% en Afrique du sud, contre une moyenne d'à peine 4% pour le reste de l'Afrique sub-saharienne (données WDI). Bien que d'autres pays comme le Zimbabwe, la Zambie et le Malawi aient également enregistré des taux de prévalence moyens très importants sur cette même période (18%, 14% et 13% respectivement), ces pays semblent connaître un certain ralentissement de l'épidémie, ce qui n'est pas le cas en Afrique du Sud où les taux de prévalence stagnent à des niveaux très élevés. L'épidémie y a ralenti, voire annulé les progrès accomplis en matière de santé : l'espérance de vie à la naissance, qui n'avait cessé d'augmenter depuis 1950, est passée de 62 ans au début des années 1990 à 52 ans à la fin des années 2000 (équivalente à celle de l'Afrique de l'ouest).

L'épidémie a particulièrement frappé la population en âge de travailler de l'Afrique du Sud dont la croissance a subi une chute spectaculaire. Le choc a notablement réduit le dividende démographique dont la zone bénéficiait depuis les années 1980 : ce terme désigne l'écart positif entre la croissance de la population d'âge actif et celle de la population totale, qui y a atteint son plus haut niveau en l'an 2000 avec un écart de 0,95 point entre les deux taux ; en 2010, il n'était plus que 0,18 point (**graphique 12.A**).

**Graphique 12**  
Le dividende démographique : comparaison Afrique du Sud\* / autre Afrique sub-saharienne  
(taux de croissance de la population, 1955-2050, %)



Notes : \*Ensemble 'Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Namibie et Swaziland'. Les prévisions suivent le scénario moyen des Nations Unies.

Source : Nations Unies, Perspectives de la population mondiale, révision 2012.

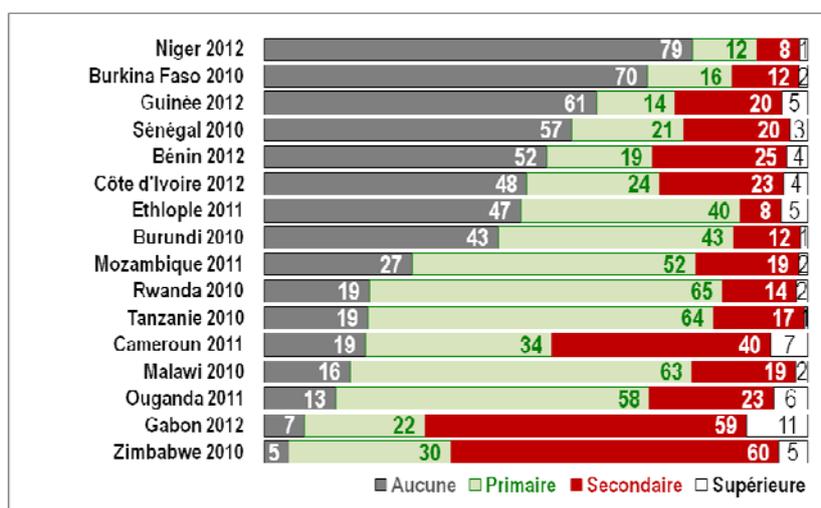
Pour l'ensemble de l'Afrique sub-saharienne, les Nations Unies prévoient au moins jusqu'en 2050 un écart positif entre la croissance de la population d'âge actif (0,4 point en moyenne sur la période 2015-2050) et celle de la population totale avec toutes les implications positives pour l'économie que cela peut générer (Bloom et Williamson, 1998). Les effets économiques dépendront cependant de la possibilité qu'auront les générations nombreuses parvenant à l'âge actif de trouver un emploi. En outre, la productivité des futurs travailleurs dépendra en partie de leur niveau d'éducation ou de formation professionnelle.

<sup>4</sup> Nombre de personnes vivant avec le virus.

## Des niveaux d'éducation faibles mais en nette progression

Avec l'adoption de la Déclaration du Millénaire en 2000, 189 États se sont engagés à atteindre huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici 2015. Parmi ces objectifs, se trouvent l'achèvement du cycle primaire pour tous et l'égalité d'accès à l'éducation pour les filles et les garçons. Cet engagement des États a été suivi d'une hausse des dépenses publiques d'éducation en Afrique sub-saharienne. D'après l'UNESCO (2012), elles seraient passées d'une moyenne de 3,5% du Revenu national brut dans la région en 1999 à 4,7% en 2010 (avec une progression de 5% par an sur la période). Dans certains pays, comme le Mali, le Rwanda, le Mozambique ou la Zambie, plus de 25% de ces dépenses sont financées par l'aide publique au développement. Entre 2002 et 2010, l'aide allouée à l'éducation en Afrique sub-saharienne a augmenté de 38%. La hausse des dépenses s'est traduite par des progrès significatifs en matière d'éducation : le taux d'achèvement du cycle primaire dans l'ensemble de l'Afrique sub-saharienne est passé ainsi de 52% en 1990 à 69% en 2010 (Banque mondiale, base WDI). Le taux a doublé dans certains pays comme le Burkina Faso, le Bénin ou le Niger.

Graphique 13  
Répartition de la population d'âge actif<sup>5</sup> selon le niveau d'éducation (%)



Note: L'année de l'enquête est indiquée à côté du nom des pays. Dans un souci de comparabilité, seuls les pays d'Afrique sub-saharienne pour lesquels la dernière enquête DHS est postérieure à 2009 figurent.

Source: USAID, données DHS (Demographic and Health Surveys).

Il existe toutefois de fortes disparités nationales dans les niveaux d'éducation et dans les progrès réalisés en la matière. Le **graphique 13** présente la répartition de la population en âge de travailler (15-64 ans) selon le niveau d'instruction maximum atteint (que les individus aient validé ou non ce niveau par un diplôme) pour un échantillon de 16 pays. Les pays y sont classés par ordre décroissant selon la part relative des personnes qui n'ont reçu aucune instruction.

Les six pays dont la part des non instruits est la plus élevée sont tous localisés en Afrique de l'ouest (Niger, Burkina Faso, Guinée, Sénégal, Bénin, Côte d'Ivoire). En moyenne, 61% de la population d'âge actif n'y ont reçu aucune instruction, 18% ont atteint le niveau primaire, 18% le niveau secondaire et seuls 3% ont suivi des études

<sup>5</sup> Les enquêtes DHS ont été menées en veillant à la représentativité des échantillons. Ainsi, par exemple, pour chaque pays la part de la population d'âge actif dans la population âgée de plus de six ans dans ces enquêtes est comparable aux taux que l'on peut calculer à partir des données des Nations Unies. Par ailleurs, la part de la population d'âge actif dans la population totale est similaire dans les 16 pays, variant de 60% (Niger et Ouganda) à 67% (Bénin) en 2011, selon les Perspectives de la population mondiale des Nations-Unies.

supérieures. Notons cependant la relative bonne performance de la Guinée, du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et du Bénin en termes d'éducation secondaire.

Dans les dix autres pays, situés principalement en Afrique de l'est, et qui comptent cinq des six pays à revenu faible dynamiques, la part de la population n'ayant reçu aucune instruction est « seulement » de 22% en moyenne. L'Éthiopie, le Burundi, le Mozambique, le Rwanda et la Tanzanie se distinguent des six pays précédents par l'importance de la part des individus ayant atteint le niveau primaire (53% en moyenne). Le Cameroun, le Malawi, l'Ouganda, le Gabon et le Zimbabwe, quant à eux, sont à un stade plus avancé. En moyenne, la part des instruits ayant atteint le niveau secondaire est équivalente à la part de ceux n'ayant atteint que le niveau primaire, et la dépasse même dans certains cas comme au Zimbabwe (60% vs. 30%), au Gabon (59% vs. 22%) et au Cameroun (40% vs. 34%). Le Gabon se démarque aussi par le poids des personnes ayant suivi des études supérieures (11%).

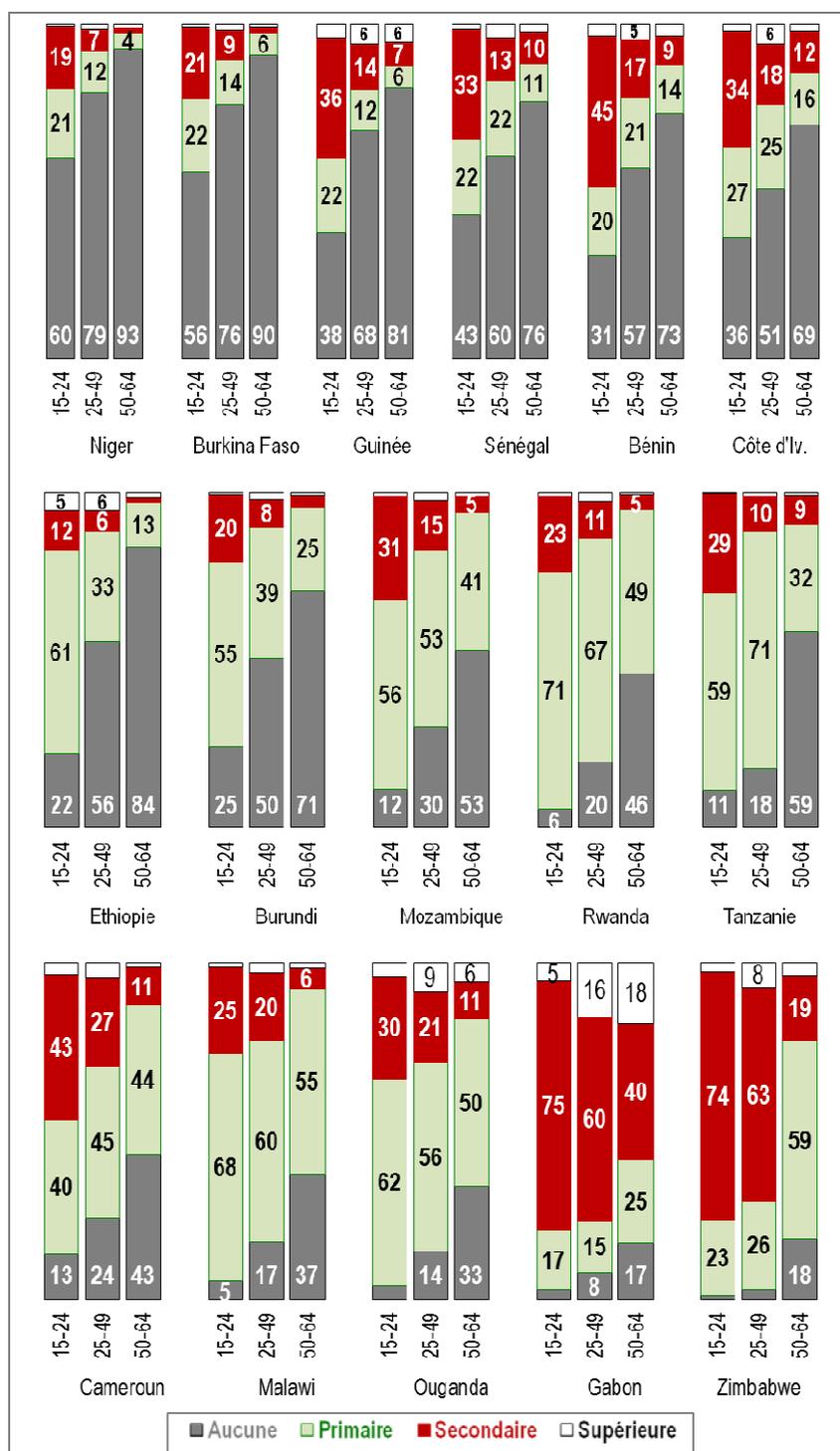
Les **graphiques 14** présentent la structure de la population d'âge actif par niveau d'éducation pour les mêmes pays dans trois tranches d'âge successives : 15-24, 25-49 et 50-64 ans. Les pays y sont classés dans le même ordre que le graphique précédent. Pour les générations les plus âgées, les différences entre les structures nationales sont semblables à celles observées pour l'ensemble de la population en âge de travailler (**graphique 13**), autrement dit, ces écarts existaient déjà il y a 50 ans. L'examen des structures pour chacune des classes d'âge révèle en revanche une amélioration générale dans l'accès à l'éducation pour les jeunes générations.

Dans les six pays d'Afrique de l'ouest, on observe, entre les plus âgés et les plus jeunes, une réduction importante de la part des personnes n'ayant aucun niveau d'instruction (-37 points en moyenne) associée à une légère hausse de la part de ceux ayant atteint le niveau primaire (+13 points en moyenne) et une forte hausse des individus ayant un niveau secondaire (+25 points). Ainsi, si la part des non-instruits demeure importante dans la jeune génération, des progrès significatifs y ont été réalisés dans l'accès à l'éducation secondaire.

En Éthiopie, au Burundi, au Mozambique, au Rwanda et en Tanzanie, le recul de la part des personnes non instruites a été plus importante en moyenne que dans le groupe précédent (-47 points). Les progrès réalisés dans l'accès à l'instruction concernent principalement le niveau primaire. A cet égard, le cas de l'Éthiopie est très illustratif : la part de la population sans aucune instruction est de 84% chez les seniors contre seulement 22% chez les juniors, et la part relative des diplômés de l'école primaire a globalement doublé d'une génération à l'autre (13% chez les 50-64 ans, 33% chez les 24-49 ans et 61% chez des 15-24 ans).

Les cinq derniers pays (Cameroun, Malawi, Ouganda, Gabon et Zimbabwe) sont caractérisés par une réduction entre les seniors et les juniors de la part des individus n'ayant qu'un niveau d'instruction primaire (-5 points en moyenne) au profit d'une hausse significative de la part des personnes ayant atteint le niveau secondaire (+32 points). A ce titre, les performances du Gabon et du Zimbabwe sont particulièrement remarquables avec une part des diplômés du secondaire passant de 40% chez les seniors à 75% chez les juniors pour le premier pays et de 19% à 75% pour le second.

**Graphiques 14**  
Répartition de la population d'âge actif par tranche d'âge selon le niveau d'éducation  
(en % de la tranche d'âge)



Note: voir le graphique 13 pour l'année de recensement dans chaque pays.

Source : USAID, données DHS.

## Des inégalités selon le sexe et la résidence dans l'accès à l'éducation

Le **graphique 15** représente les disparités de genre et de résidence pour chaque niveau d'instruction (aucune; primaire; secondaire; supérieur) au sein des pays d'Afrique sub-saharienne déjà considérés dans les **graphiques 13** et **14**. Dans chacun des graphiques, la part des hommes d'âge actif ayant atteint le niveau d'instruction considéré est indiqué en abscisse et la part des femmes en ordonnée. Pour chaque pays et chaque sexe, la somme des pourcentages indiqués dans chaque graphique est égale à 100. Dans le cas d'une égalité parfaite d'accès aux différents niveaux d'instruction entre les hommes et les femmes, les pays devraient être situés sur la diagonale.

Mis à part au Gabon, et dans une moindre mesure au Zimbabwe, dans tous les pays de notre échantillon les femmes sont surreprésentées parmi les personnes d'âge actif n'ayant aucun niveau d'instruction (points situés au-dessus de la diagonale). C'est en Guinée, au Bénin et en Éthiopie, pays les plus éloignés de la diagonale, que l'écart entre la part des femmes sans instruction et celle des hommes est la plus importante (environ 23 points pour chacun de ces pays). Le Gabon et le Zimbabwe occupent les positions les plus favorables avec à la fois une proportion de personnes sans niveau d'instruction et un écart hommes-femmes très faibles. Les inégalités de genre sont moins marquées dans l'accès à l'enseignement primaire (points proches de la diagonale), mais augmentent dans les niveaux d'éducation supérieurs avec cette fois une surreprésentation des hommes. Les pays où les inégalités de genre au niveau secondaire sont les plus fortes sont la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Bénin. En Éthiopie, les inégalités sont très faibles mais correspondent également à la faiblesse des taux d'instruction secondaire chez les femmes comme chez les hommes. En ce qui concerne l'enseignement supérieur, on remarque qu'une part élevée de la population globale ayant atteint ce niveau cache parfois de fortes disparités d'accès entre les hommes et les femmes (Gabon, Cameroun). Enfin, d'une manière générale, il semble que les progrès réalisés dans l'accès à l'enseignement supérieur aient principalement concerné les hommes.

De la même manière, le **graphique 16** met en évidence les différences en termes de niveau d'éducation selon le lieu de résidence des individus. Nous avons cette fois représenté en abscisse la part des personnes vivant en milieu urbain ayant atteint chacun des quatre niveaux d'éducation, et en ordonnée, la part des ruraux. On constate tout d'abord que les disparités ville-campagne sont d'une manière générale plus prononcées que les inégalités de genre (les écarts par rapport à chacune des diagonales sont plus importants). Comme dans le **graphique 17**, il apparaît ici que les inégalités sont moins importantes dans l'accès à l'enseignement primaire. En Tanzanie et au Bénin en particulier, l'accès à l'enseignement primaire est quasiment identique dans les zones urbaines et rurales. On remarque également que, dans l'ensemble de l'échantillon, les populations rurales sont surreprésentées parmi les personnes ayant seulement atteint le niveau primaire. Inversement, ce sont les populations urbaines qui accèdent le plus à l'enseignement secondaire et supérieur. Enfin, si l'on met en parallèle le **graphique 15.D** avec le **graphique 16.D**, on constate que les progrès réalisés dans l'accès à l'enseignement supérieur ont principalement concerné les hommes vivant dans les zones urbaines.



## ■ Références

Bloom, D. et J. Williamson, (1998), "Demographic Transitions and Economic Miracles in Emerging Asia", *World Bank Economic Review*, 12(3): 419-455.

Bundervoet, T. (2014), "What explains Rwanda's drop in fertility between 2005 and 2010?", *Policy Research Working paper*, the World Bank, n°WPS 6741.

CEA, UA, BAD, PNUD, (2012), " Evaluation des progrès accomplis en Afrique dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement", *Rapport OMD 2012*, Addis Abeba.

Caldwell, J. C. (1982), *Theory of Fertility Decline*, Academic Press, London.

Easterly, W. (2009), "How the Millennium Development Goals Are Unfair to Africa", *World Development*, 37(1): 26-35.

Fosu, A. K. (2011), "Growth, Inequality, and Poverty Reduction in Developing Countries", *ONU-WIDER Working Paper*, n° 2011/01.

Nations Unies, (2013), « Perspectives de la population mondiale : révision de 2012 ».

Shapiro, D., Gebreselassie, T. (2008), "Fertility Transition in Sub-Saharan Africa: Falling and Stalling", *African Population Studies*, n°23, 3-23.

Tabutin et Schoumaker, (2004), « La démographie de l'Afrique au sud du Sahara des années 1950 aux années 2000. Synthèse des changements et bilan statistique », *Population*, 59(3-4), 519-621.

UNESCO (2012), *Rapport mondial de suivi sur l'Education pour tous, Jeunes et compétences : l'éducation au travail*.

Young, A. (2012), "The African Growth Miracle", *Journal of Political Economy*, vol. 120 n°4, 696-739.

## ■ Auteurs

Agnès Chevallier est économiste senior au CEPII ([agnes.chevallier@cepii.fr](mailto:agnes.chevallier@cepii.fr)) et dirige la publication annuelle du CEPII L'économie mondiale (éditions La Découverte).

Maëlan Le Goff est économiste au CEPII ([maelan.legoff@cepii.fr](mailto:maelan.legoff@cepii.fr))

## ■ Citation

Chevallier, A., Le Goff, M. (2014), « Dynamiques de croissance et de population en Afrique sub-saharienne », *Panorama du CEPII*, n° 2014-A-03.

Copyright CEPII, 2014. Les lecteurs sont encouragés à citer et reproduire le matériel de ce Panorama pour des fins éducatives et à but non lucratif, à condition de mentionner la source.

## Panorama du ■



Le CEPII (Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales) est le principal centre français d'étude et de recherche en économie internationale. Les analyses et études du Centre contribuent au débat public et à la formulation des politiques économiques en matière de politique commerciale, compétitivité, macroéconomie, finance internationale et croissance.

Panorama analytique du CEPII  
Analyses statistiques descriptives  
par thème.

© CEPII, PARIS, 2014

Tous droits réservés. Les opinions  
exprimées dans ce panorama sont celles  
des auteurs.

Directeur de la publication :  
Sébastien Jean

Rédactrice en chef :  
Deniz Ünal

Maquette :  
Sophie de Salée

CEPII  
113, rue de Grenelle  
75007 Paris  
+33 1 53 68 55 00

[www.cepii.fr](http://www.cepii.fr)  
Press contact: [presse@cepii.fr](mailto:presse@cepii.fr)

RECHERCHE ET EXPERTISE  
SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

